

Etude ProCost

(psytel/ma/130608)

- On parle souvent du « chiffre d'affaires » de la prostitution en ignorant que la traite prostitutionnelle **impose des coûts à la collectivité** en engendrant de nombreuses conséquences sociales tant au niveau individuel que collectif
- Le but du projet est de **construire un modèle visant à estimer le coût social de la traite prostitutionnelle en France**, le fardeau qu'elle représente pour la société, y compris pour ses victimes directes
- Ce modèle sera **transposable** aux autres EM. Ce projet est innovant en France, comme dans les autres EM, car une telle étude n'a jamais été conduite
- Aux arguments éthiques et juridiques qui étayaient habituellement la lutte contre le système prostitutionnel, **nous voulons ajouter des arguments économiques**

Etude ProstCost

- Notre projet « **un modèle d'estimation du coût social de la traite prostitutionnelle en France** » est financé à 90 % par la DG Justice - Programme ISEC - Prévention et lutte contre le crime
- Cet appel à propositions vise à apporter une coopération de long terme entre la Commission et les établissements publics ayant des responsabilités dans le domaine de la prévention et de la lutte contre la criminalité
- La prostitution a un coût humain, sanitaire, social et économique. **Elle appauvrit non seulement les personnes prostituées, mais aussi leurs familles, les sociétés et les Etats**
- L'inégalité et la discrimination dont sont victimes les femmes dans l'accès aux emplois et aux ressources économiques renforcent leur vulnérabilité à la violence

Etude ProstCost

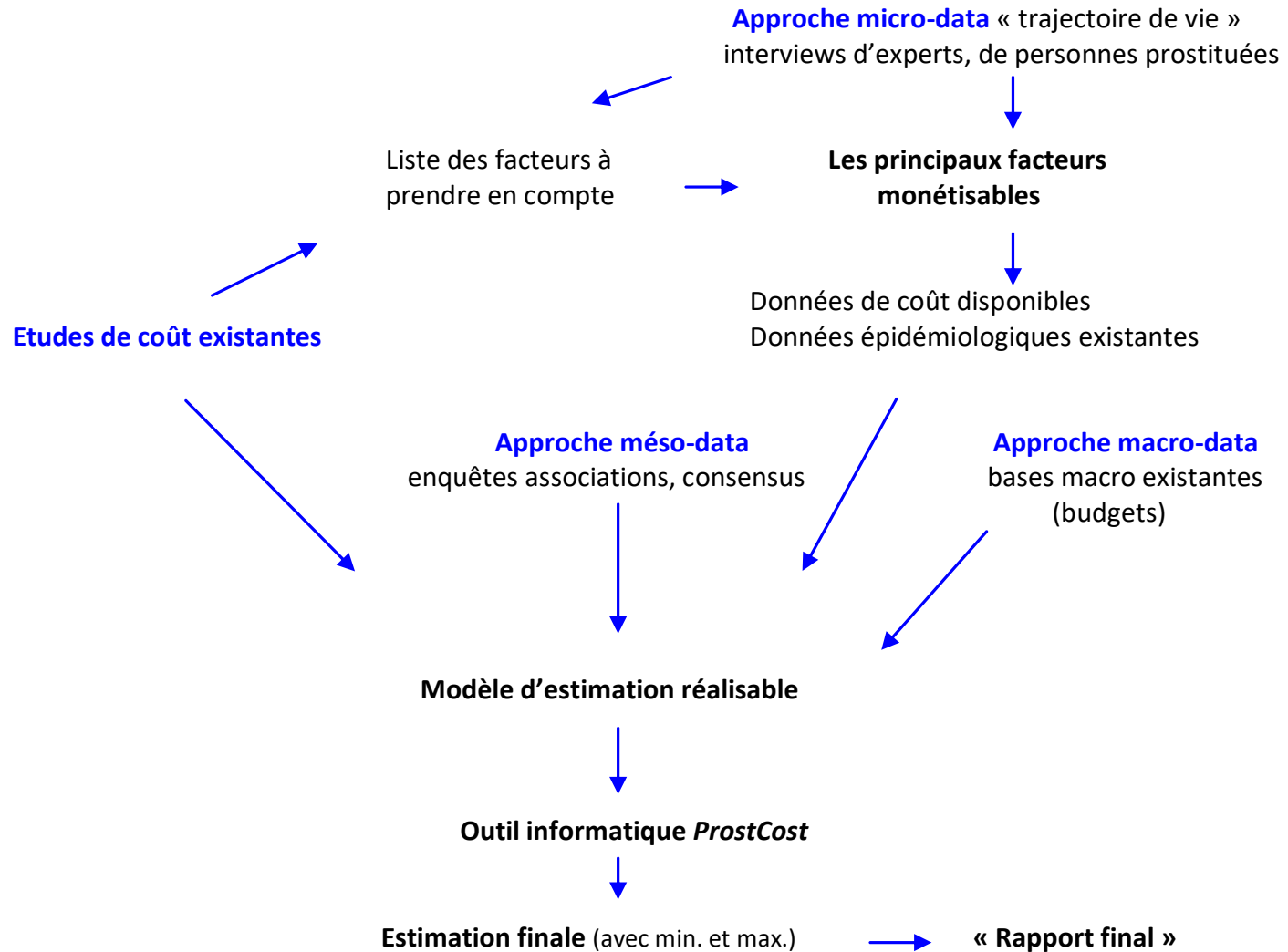
- La traite des êtres humains, quel que soit son motif, exploitation sexuelle ou travail, est une **violation fondamentale des droits de l'Homme**
- Parce qu'elle affecte en particulier des groupes vulnérables comme les femmes et les enfants, l'Union européenne a défini son action autour d'objectifs visant à **protéger ces groupes et prévenir et à combattre ce phénomène**, notamment en renforçant la coopération et la coordination entre les autorités policières et judiciaires des États membres
- De même, l'Union introduit un cadre de dispositions communes afin d'aborder certaines questions, telles que l'incrimination et les sanctions ou les circonstances aggravantes lors de la traite des êtres humains
- L'action de l'Union qui entend, ainsi, aussi protéger les victimes de la traite repose sur des instruments définissant ses objectifs et priorités, mais elle s'intègre également dans un cadre plus vaste de protection contre la violence, le tourisme sexuel et la pédopornographie

Etude ProstCost

Quelques chiffres de base sur la prostitution :

- Nombre de prostituées : 18 000 à 20 000 selon l'OCRTEH en 2009 (estimation qui ne concernerait que la prostitution de rue selon le STRASS = 15% de la prostitution totale)
- Prostitution des mineurs : de 4 000 à 8 000 selon l'association *Hors la rue*
- 611 établissements en France présenteraient un risque de prostitution (OCRTEH)
- 10 000 annonces sur Internet d'après le sociologue *Laurent Mérito*
- Prostitution étudiante difficile à estimer : certaines enquêtes l'estiment à 1% voir 2% de la population étudiante qui est de 2,3 millions...
- Prostitution masculine = 10 % à 20 % de la prostitution de rue et 2 500 annonces internet
- De 1994 à 2010, le % des prostituées étrangères est passée de 20 % à 90 %
- Au Canada 76% des prostituées ont été violées dont 67% plus de cinq fois
- 932 condamnations pour proxénétismes en 2009 (820 en 2000)
- En 2011, montant de la dotation nationale aux associations : 351 274 euros !
montant des dotations locales aux associations : 2 000 000 euros

Dynamique de l'étude ProstCost



Etude ProstCost

Notre projet comprend 7 workstreams (WS) et chaque WS des activités (Ax.x).

WS0 : Management et coordination du projet

WS1 : Analyse de l'existant : point sur les études et la littérature, définition du périmètre du projet, postes de dépenses à prendre en compte a priori

WS2 : Approche quantitative par les macro-données : les chiffres disponibles en France et dans les autres pays : nombre de personnes prostituées, éléments de coût en santé, police, justice, etc. Détermination des manques

WS3 : Approche qualitative par les micro-données : interviews d'experts (sociologues, policiers, juges, expertEs en VC, etc.) de personnes prostituées (parcours de vie), consensus d'experts

WS4 : Construction et développement du modèle d'estimation : postes, hypothèse de chiffrage, développement du logiciel, test

WS5 : Conclusions : avantages et limites du modèle, recommandations

WS6 : Diffusion, transposition

Etude ProstCost

Postes utilisés
dans notre
étude du coût
des violences
conjugales

1. Coûts directs médicaux
1.1. Passages aux Urgences
1.2. Hospitalisation
1.3. Soins médecine générale et psychiatrie
1.4. Consommation médicamenteuse
2. Coûts directs non médicaux
2.1. Activités de la justice
2.1.1. Justice civile
2.1.2. Justice pénale
2.1.3. Administration pénitentiaire
2.2. Activités Police, Gendarmerie
2.2.1. Activités de la Police
2.2.2. Activités de la Gendarmerie
3. Coûts des conséquences sociales directes
3.1. Hébergement d'urgence et d'insertion
3.2. Logement social
3.3. Allocations diverses
4. Coûts des conséquences indirectes
4.1. Pertes de production
4.1.1. Pertes de production dues aux décès
4.1.2. Pertes de production dues aux incapacités et arrêts de travail / absentéisme
4.1.3. Pertes de production dues aux incarcérations
4.2. Coûts humains
4.2.1. Viols
4.2.2. Préjudices / Blessures graves
TOTAL général du coût des violences conjugales

Etude ProstCost

Macro-data

études/budgets

Méso-data

enquête/consensus d'experts

Micro-data

interviews d'experts et
de personnes prostituées

Données de coût de médicaux

Données de coût de police / justice

Donnés de coûts sociaux

Données de coûts humains

Données économiques du système prostitutionnel

coût pour la société + coût pour les personnes prostituées =

ordre de grandeur du coût TOTAL

Etude ProstCost

- **Périmètre du projet** : par acte de prostitution, on entendra « tout acte sexuel contre rémunération ». Cela englobe toutes les formes de prostitution (réseau, rue, internet, etc.) et toutes les formes de rémunérations (argent, logement, etc.). Il faut bien être d'accord sur ce périmètre, notamment sur la notion de traite et sur les postes à prendre en compte
- **Le chiffre pivot** sera celui du nombre de personnes prostituées en France. On entend par personne prostituée, toute personne ayant fait ou été soumis à au moins un acte de prostitution au cours de l'année de référence. Pour établir cette estimation, nous aurons recours aux données des différents services de Police, aux estimations des associations (nombre de contacts effectués, nombre estimé), en priorité celles du MdN et aux avis des experts
- **Une équipe pluridisciplinaire (MdN/Psytel)** : experts du MdN, statisticiens, économiste de la santé, médecin-épidémiologiste, experte du domaine, développeurs + équipes des partenaires et **surtout VOUS**
- Les résultats de notre projet n'engage ni les Etats, ni la Commission. Ils n'engagent que nous-mêmes dans les termes du contrat avec la Commission

Etude ProstCost

Les produits du projet :

- un « rapport scientifique » détaillé : méthode, difficultés, résultats, limites, recommandations
- le rapport administratif contractuel
- un « 4 pages de synthèse » (français/anglais) pour une large diffusion
- le logiciel *Prost_Cost* et son manuel d'utilisation, disponible sur un site web
- un retour d'expérience vers la Commissaire européenne
- des communiqués de presse
- des articles pour les revues scientifiques et militantes

Etude ProCost

- Volonté de construire **un ordre de grandeur vraisemblable** dans une approche argumentée, plutôt que d'arriver à une estimation « minimaliste » ou « gonflée » avec décimales
- **Construction d'une méthode réutilisable** pour un suivi longitudinal, fiable et simple, utilisant les données existantes réactualisables facilement
- Les résultats de notre étude doivent aider à la **prise de conscience** de l'ampleur du coût social du système prostitutionnel et fournir des arguments au monde politique et aux ONGs
- A terme, il doit aussi **venir en aide aux personnes prostituées** en démontrant que le renforcement des politiques de prévention et de réhabilitation est nécessaire éthiquement et rationnel économiquement

Merci pour votre attention et votre soutien !